



Berlin Eco

NUMERO 31

© DG Trésor

14 octobre 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Le [consensus des instituts conjoncturels allemands](#) (DIW Berlin, ifo, IfW Kiel, RWI Essen, IWH) a publié son rapport d'automne 2020 et **revoit à la baisse sa projection de croissance du PIB allemand : -5,4 % en 2020 (contre -4,2 % pronostiqués au printemps) et +4,7 % en 2021 (contre +5,8 % auparavant)**. Les instituts mettent en avant le ralentissement de la reprise amorcée à l'été, notamment dans les secteurs particulièrement touchés par la pandémie (restauration, hôtellerie, tourisme, évènementiel, transport aérien). La faiblesse de l'investissement des entreprises malgré une reprise du commerce extérieur est également soulignée. **Un retour au niveau économique de pré-crise est attendu pour fin 2021. Concernant le marché du travail, les instituts estiment le taux de chômage à 5,9 % en 2020 et 2021.**

Selon [Destatis](#), la production (secteurs industriel, énergétique et construction) a baissé de 0,2 % en août 2020 par rapport au mois précédent (-9,6 % en comparaison annuelle et après +1,2 % en juillet). Le niveau de production reste inférieur de 10,8 % par rapport à février 2020, juste avant le début des restrictions liées à la pandémie. Dans le détail, les productions de biens d'investissement et de consommation se sont contractées de respectivement 3,6 % et 1,3 %. La production de biens intermédiaires a augmenté de 3,3 %. **La plus forte chute dans le secteur industriel (qui perd 0,7 % après une hausse de 2,8 % en juillet) concerne la production automobile avec une baisse de 12,5 % (contre +6,9 % en juillet)**. La production d'énergie est restée dynamique avec une progression de 6,7 %, tandis que le secteur de la construction a vu sa production baisser de 0,3 %.

Toujours selon Destatis, les [exportations](#) ont augmenté de 2,4 % et les importations de 5,8 % en août 2020 (respectivement -10,2 % et -7,9 % en comparaison annuelle). Les exportations restent 9,9 % en-dessous de leur niveau de février 2020. L'excédent courant s'établit à 16,5 Md€, contre 15,9 Md€ en août 2019 (excédent commercial : 12,8 Md€, contre 15,7 Md€ en août 2019).

L'indice mensuel des attentes conjoncturelles du [ZEW](#) a chuté de 21,3 points en octobre 2020 (après +5,9 points en septembre) pour atteindre 56,1 points, reflétant la recrudescence d'incertitudes concernant la pandémie de Covid-19, les négociations sur le Brexit et les élections présidentielles aux Etats-Unis. L'indice du ressenti de la situation actuelle gagne en revanche 6,7 points et s'élève à -59,5 points.

POLITIQUE BUDGETAIRE

D'après [Destatis](#), les dépenses de l'Etat allemand (toutes APU) au premier semestre 2020 ont atteint 797,8 Md€, soit une hausse de 8,6 % par rapport au premier semestre 2019. Les recettes ont baissé de 4,8 % pour totaliser 709,4 Md€. Le solde budgétaire a donc été de -89,8 Md€ au premier semestre 2020, après un excédent de 10,9 Md€ au 30 juin 2019. Au niveau du Bund, les dépenses ont atteint



228,6 Md€ (+15,9 %) et les recettes 184,7 Md€ (-6,2 %), pour un solde de -43,8 Md€ (-0,2 Md€ au premier semestre 2019). Malgré une légère hausse des recettes (+0,4 % à 212,6 Md€), la forte progression des dépenses des Länder (+15,1 % à 229,7 Md€) s'est traduite par un déficit de 18,5 Md€ (excédent de 12,1 Md€ au premier semestre 2019). Au niveau des communes, les dépenses se sont établies à 137,1 Md€ (+6,2 %) et les recettes à 127,4 Md€ (-1,1 %), creusant le déficit à 9,7 Md€ (après 0,3 Md€ un an auparavant).

POLITIQUES SOCIALES

Le potentiel de main d'œuvre non utilisé a diminué en 2019 de 5,0 % (soit -231 000 personnes pour 4,4 M aujourd'hui), selon [Destatis](#). Ce recul s'expliquerait par la baisse du chômage (-95 000 à 1,4 M de personnes) et du sous-emploi (-109 000), et dans une moindre mesure, de la réserve d'emploi potentiel (-26 000 personnes cherchant un emploi mais non disponibles sur les deux prochaines semaines, ou bien ne recherchant pas activement un emploi mais étant potentiellement intéressées par un emploi).

Toujours selon [Destatis](#), **le nombre de lits en soins intensifs dans les hôpitaux a augmenté de 36 % entre 1991 et 2018** (atteignant 20 200 lits), tandis que le nombre total de lits diminuait de 25 % sur la même période (totalisant 498 000 lits).

Selon une étude de l'institut [IW Köln](#), **le nombre de places manquantes dans les crèches (pour enfants de moins de 3 ans) a augmenté de 60 % en 5 ans** pour atteindre 342 000 en 2020. Cette pénurie s'expliquerait par une hausse insuffisante des capacités d'accueil (+19,6 % entre 2015 et 2020) par rapport à la demande.

9 % des entreprises des industries métallurgique et électronique annoncent vouloir procéder à des licenciements, d'après un sondage de la fédération patronale [Gesamtmetall](#). 69 % des structures interrogées expriment vouloir maintenir le même niveau d'apprentissage en 2021, 9 % souhaitent même l'élargir. Pour 40 % des entreprises, les transformations structurelles du secteur sous-tendent une réduction de leur main d'œuvre. Selon la fédération, **l'emploi dans les industries métallurgiques et électroniques s'est établi à 3,92 M de personnes en juillet 2020 dont 0,9 M en chômage partiel**.

ACTUALITE FINANCIERE

REGULATION FINANCIERE

Lors de la première [discussion en plénière](#) du Bundestag du **projet de loi sur la réduction des risques et le renforcement de la proportionnalité dans le secteur bancaire** (*Risikoreduzierungs-gesetz – RiG*, transposition des directives 2019/878 et 879 relatives à la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit), le groupe parlementaire CDU/CSU s'est à nouveau exprimé, à l'instar du [Bundesrat](#), contre un élément du projet (cf. BE n°24 et 28), à savoir l'introduction d'une dénomination minimale de 50 000 € pour les ventes aux particuliers de dettes seniors non préférées et d'instruments de fonds propres AT1 et T2.

Dans un communiqué adressé à ses investisseurs, [Allianz](#) annonce que le BMF considère que les **instruments de dette subordonnée « Restricited-Tier-1 » (RT1)** peuvent maintenant couvrir les exigences en capital propre, conformément à la directive Solvabilité II.

Dans son [rapport annuel sur la stabilité financière](#), la Bundesbank estime que les banques allemandes sont en mesure de faire face à une vague de faillites d'entreprises. Seules les moins rentables pourraient connaître des difficultés. Selon le stress test le plus adverse, le *Core Tier One* de l'ensemble des banques allemandes pourrait baisser de 2,8 points de pourcentage. Selon son analyse, la dépréciation des crédits accordés aux entreprises par les banques allemandes pourrait atteindre lors des prochains trimestres 0,8 %,



baisse comparable à celle constatée lors de la crise financière de 2008, ce qui représenterait environ 13 Md€.

BANQUES ET ASSURANCES

Dans l'affaire de blanchiment d'argent de [Danske Bank](#) dont **Deutsche Bank** était le correspondant bancaire de la filiale estonienne, le parquet de Francfort a abandonné ses poursuites contre des employés de Deutsche Bank pour infraction des procédures anti-blanchiment. Il a, en revanche, condamné la banque à une amende de 13,5 M€ pour n'avoir pas signalé à temps certains cas suspects. Pour mémoire : dans l'affaire des [Panama Papers](#), le parquet de Francfort avait, en décembre 2019, condamné la banque à 15 M€ d'amende pour retard de signalements et pour violation des règles relatives au blanchiment d'argent.

Capital Group a, par l'intermédiaire du fonds Euro Pacific Growth, relevé sa part de capital dans **Deutsche Bank** de 3,74 à 7,35 %, ce que la banque interprète comme un clair signal de confiance dans sa stratégie. Capital Group serait le deuxième plus important actionnaire de Deutsche Bank derrière une famille qatarienne qui détiendrait environ 10 % de Deutsche Bank. Quelques jours plus tôt, Capital Group avait fait passer sa part dans Commerzbank de 4,81 % à plus de 5 %.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTrésor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : François Gautier

Version du 14 octobre 2020